



**Conseil de sécurité**

Distr.  
GENERALE

S/20177  
6 septembre 1988

ORIGINAL : FRANCAIS

---

**NOTE DU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE**

La lettre datée du 6 septembre 1988, qui est jointe en annexe, a été adressée au Président du Conseil de sécurité par l'Observateur permanent de la République populaire démocratique de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies. Conformément à la demande y figurant, le texte de cette lettre est distribué comme document du Conseil de sécurité.

ANNEXE

Lettre datée du 6 septembre 1988, adressée au Président du Conseil de sécurité par l'Observateur permanent de la République populaire démocratique de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies

[Original : anglais]

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la déclaration faite par le porte-parole du Ministère des affaires étrangères de la République populaire démocratique de Corée, le 2 septembre 1988.

Je vous prie de bien vouloir faire distribuer la présente lettre, ainsi que la déclaration du porte-parole du Ministère des affaires étrangères de la République populaire démocratique de Corée, en tant que document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

(Signé) PAK Gil Yon

Pièce jointe

Déclaration du porte-parole du Ministère des affaires étrangères  
de la République populaire démocratique de Corée

[Original : anglais]

Selon les informations provenant de l'Organisation des Nations Unies, les Etats-Unis, le Japon et quelques autres pays ont demandé le 19 août dernier l'inscription d'une question supplémentaire, intitulée "Quarantième anniversaire de l'établissement du Gouvernement de la République de Corée", à l'ordre du jour de la quarante-troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

C'est tourner en dérision de façon intolérable les objectifs et la vocation de l'Organisation des Nations Unies que d'inscrire à l'ordre du jour de l'Assemblée générale des Nations Unies "l'anniversaire de l'établissement" du gouvernement fantoche de la Corée du Sud, qui n'est pas membre de l'Organisation des Nations Unies depuis sa création et qui, de surcroît, n'est en fait qu'une colonie des Etats-Unis.

Ceci est irrecevable eu égard tant aux précédents qu'à la pratique de l'Organisation des Nations Unies.

Si l'Assemblée générale examine la question de l'"anniversaire" de l'une des parties de notre pays, qui est divisé et dont le nord et le sud sont dressés l'un contre l'autre dans un grave affrontement, cela amènera indubitablement les deux parties à un affrontement plus grave encore et donnera lieu à une situation complexe pour de nombreux pays à l'ONU.

Pourtant, les Etats-Unis, le Japon et quelques autres pays cherchent à inscrire "l'anniversaire de l'établissement" du gouvernement fantoche sud-coréen à "l'ordre du jour" de l'Assemblée générale des Nations Unies. Pourquoi?

Ils cherchent ce faisant à renforcer la domination coloniale des Etats-Unis, qui est en situation précaire du fait de la lutte antiaméricaine et anti-"gouvernement" qui ne cesse de croître en Corée du Sud, à dépeindre le "régime" fantoche comme un "Etat indépendant" à la tribune de l'ONU, créant ainsi un climat international favorable à son entrée à l'Organisation des Nations Unies à quelque prix que ce soit, à détourner l'attention des Sud-Coréens qui luttent pour l'indépendance, la démocratie et la réunification et à aggraver encore l'affrontement entre le nord et le sud.

En dernière analyse, le "point supplémentaire de l'ordre du jour", poussé essentiellement par les réactionnaires américains et japonais et par les autorités sud-coréennes, est une nouvelle manifestation criminelle de leur politique des "deux Corées" - rien d'autre.

Le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée dénonce véhémentement la manoeuvre visant à inscrire le "quarantième anniversaire de l'établissement" du gouvernement fantoche sud-coréen à l'ordre du jour de

l'Assemblée générale des Nations Unies, y voyant un acte de provocation destiné à saboter le dialogue Nord-Sud et à légaliser sur le plan international l'actuelle séparation de la Corée.

Les Etats-Unis et les autorités sud-coréennes affirment, pour tenter de justifier leur initiative, que le "régime" sud-coréen a été institué par l'Organisation des Nations Unies.

Ils révèlent ainsi que le régime fantoche sud-coréen est un régime qu'ils ont fabriqué en se servant abusivement du nom de l'ONU.

Le monde entier sait bien que ce sont les Etats-Unis qui ont formé la commission temporaire des Nations Unies sur la Corée en profitant de la prééminence dont ils jouissaient alors à l'ONU et ont constitué le régime fantoche sud-coréen au moyen d'élections séparées organisées sous leur supervision.

Mais l'ONU d'aujourd'hui n'est plus celle que les Etats-Unis tenaient sous leur coupe.

On se souviendra que les Etats-Unis, qui parlent de "régime légitime" à propos du régime fantoche sud-coréen constitué à la pointe de la baïonnette vers le milieu des années 40 en agissant abusivement au nom de l'ONU, ont déclenché une guerre d'agression contre le nord de la Corée dans les années 50 et ont ensuite tenté d'en rejeter la culpabilité sur nous, toujours en se servant abusivement du nom de l'ONU.

Les Etats-Unis vivent dans un autre temps s'ils s'imaginent pouvoir faire passer le régime fantoche sud-coréen pour un "Etat indépendant" en se servant aujourd'hui encore abusivement du nom de l'Organisation des Nations Unies et obtenir ainsi son "admission à l'ONU" et "créer deux Corées".

Les Etats-Unis et le Japon devraient abandonner leurs tentatives insensées pour rehausser le prestige du régime fantoche sud-coréen à l'aide de méprisables intrigues politiques, et les fantoches sud-coréens eux aussi devraient renoncer à leur intention ridicule d'améliorer leur image de marque avec l'appui de leurs maîtres américains et japonais.

Il faut retirer immédiatement la demande d'inscription d'une question supplémentaire intitulée "Anniversaire de l'établissement du gouvernement fantoche de la Corée du Sud, qui ne saurait que ternir de façon indélébile la réputation de l'Organisation des Nations Unies.

Que ce soit compte tenu de ses objectifs et de sa mission ou de la résolution déjà adoptée sur la question de la Corée, l'Organisation des Nations Unies ne doit rien laisser faire qui puisse nuire au règlement de cette question, mais bien s'efforcer de contribuer véritablement au relâchement des tensions dans la péninsule coréenne, au dialogue Nord-Sud et à la réunification nationale.

Si les Etats-Unis, le Japon et certains autres pays insistent absolument pour que la question de l'"anniversaire de l'établissement" du gouvernement fantoche de la Corée du Sud soit inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée se verra obligé de prendre des contremesures.

Le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée pense que les gouvernements et peuples épris de paix de tous les pays du monde qui souhaitent la détente et la réunification de la péninsule coréenne appuieront sa juste position.

Pyongyang, le 2 septembre 1988

-----